

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-07 du 21 février 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Commissaire européen pour le Commerce et la Sécurité économique M. Šefčovič rencontre ses homologues américains
2. Le Département d'État publie sa feuille de route en matière de politique étrangère vis-à-vis de la Chine

Climat – énergie – environnement

3. Le Président Trump crée le Conseil national de la domination énergétique

Transport et infrastructure

4. Le Secrétaire aux Transports met fin à l'agrément fédéral autorisant le péage urbain déployé récemment à New York

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

5. Le procureur général du Texas ouvre une enquête sur DeepSeek
6. Le DoGE conserve l'accès aux données gouvernementales malgré des contestations judiciaires

Santé

7. L'industrie pharmaceutique et celle des dispositifs médicaux s'inquiètent des suppressions de postes au sein de la FDA, de CDC et de NIH

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Commissaire européen pour le Commerce et la Sécurité économique M. Šefčovič rencontre ses homologues américains

Le 19 février, le Commissaire pour le Commerce et la Sécurité économique M. Šefčovič s'est [entretenu](#) durant « environ 4 heures » avec ses homologues américains : le Secrétaire au Commerce H. Lutnick, le Représentant américain au Commerce (USTR) en attente de confirmation J. Greer et le directeur du Conseil économique national (NEC) K. Hassett. M. Šefčovič a souligné que l'UE protégerait ses intérêts mais chercherait à nouer « un dialogue constructif ». L'entretien a été entre autres l'occasion de (i) réaffirmer « à quel point le partenariat économique transatlantique est massif, à hauteur d'environ 1 700 Md\$ », (ii) « d'avoir une meilleure compréhension des problèmes sous-jacents que l'administration américaine aimerait résoudre » et (iii) de comprendre « comment nous pouvons aller de l'avant, en encourageant la réciprocité, l'équité et les bénéfices mutuels ». Il a également rappelé que les deux parties partageaient des défis communs, dont les surcapacités mondiales provenant de pratiques déloyales, et qu'une intégration des chaînes d'approvisionnement critiques était dans leur intérêt mutuel. Il a enfin rappelé que l'Union européenne veillerait à préserver ses intérêts comme les États-Unis les siens.

2. Le Département d'État publie sa feuille de route en matière de politique étrangère vis-à-vis de la Chine

Le 13 février, le Département d'État (DoS) a [publié](#) sa feuille de route en matière de politique étrangère vis-à-vis de la Chine. Si celle-ci se structure autour d'une « compétition stratégique » avec Pékin, en réponse aux « défis directs » que la Chine pose aux intérêts américains (politiques commerciales déloyales, cyberactivité malveillante, trafic mondial de précurseurs du fentanyl, manipulation des organisations internationales et violations des droits de l'homme), le communiqué précise également que « les États-Unis aborderont leurs relations avec la Chine selon les principes de réciprocité et d'équité ». Le Département d'État estime ainsi que la dimension économique de la compétition entre les États-Unis et la Chine est « cruciale », indiquant que « les États-Unis placeront les intérêts et le peuple américains au premier plan et s'efforceront de mettre fin aux pratiques économiques abusives, injustes et illégales de la Chine », mentionnant à cet égard les restrictions d'accès au marché chinois, « l'application arbitraire des lois, des termes et des

concepts juridiques mal définis, et le manque de transparence des réglementations », ainsi que « les pratiques commerciales déloyales, incluant le recours au travail forcé et à des subventions massives ».

Brèves

- Le 20 février, le Département du Trésor a [sanctionné](#) le Ministre de l'Intégration régionale du Rwanda J. Kabarebe, accusé de soutenir activement le Mouvement du 23 mars, un groupe armé soumis à des sanctions par les États-Unis et l'ONU. Le Département du Trésor a également sanctionné un membre du Mouvement du 23 mars ainsi que deux sociétés auquel il est affilié, basées en France et au Royaume-Uni.
- Le 20 février, le Département d'État a [annoncé](#) la désignation de 8 cartels et organisations criminelles comme des organisations terroristes (« Foreign Terrorist Organizations » ou « Specially Designated Global Terrorists »), ayant pour conséquence de bloquer leur accès au système financier américain.

Climat – énergie – environnement

3. Le Président Trump crée le Conseil national de la domination énergétique

Le Président Trump a [établi](#) par décret présidentiel le 14 février le « Conseil national de la domination énergétique » (« National Energy Dominance Energy »). Le décret prévoit que ce conseil sera dirigé par le Secrétaire à l'Intérieur D. Burgum, assisté par le Secrétaire à l'Énergie Ch. Wright. Le décret précise également les missions de ce conseil :

- Le Conseil aide à déterminer comment augmenter la production d'énergie pour rendre les États-Unis dominants dans ce domaine, notamment en améliorant les procédures de délivrance des autorisations (« *permitting* »), la production, le transport et l'exportation des différentes formes d'énergie, « y compris les minéraux critiques ».
- Le Conseil a pour mission de proposer une stratégie nationale pour atteindre cette domination énergétique, en mettant l'accent sur la réduction des réglementations excessives, sur l'innovation et sur l'augmentation des investissements privés dans le secteur énergétique.

- Le Conseil doit œuvrer pour la coopération entre le gouvernement fédéral et le secteur privé dans le domaine de l'énergie.
- Le Conseil devra fournir dans les 100 jours ses recommandations sur les actions spécifiques que chaque agence gouvernementale peut entreprendre pour augmenter la production d'énergie, comme faciliter la construction d'infrastructures énergétiques, rouvrir des centrales électriques ou construire de nouveaux petits réacteurs nucléaires modulaires (Small Modular Nuclear Reactors).
- Le Conseil devra rendre dans les 100 jours un plan d'action pour promouvoir la prise de conscience au niveau national des enjeux liés à la domination énergétique, et recommander des actions pour encourager l'investissement privé et réduire les coûts de l'énergie pour les consommateurs.

La Maison-Blanche [précise](#) que le développement énergétique américain est un levier clé pour réduire la dépendance vis-à-vis d'adversaires stratégiques tels que la Chine, fournisseur majeur de minéraux rares (germanium, gallium, antimoine), et qu'il est vital non seulement pour la sécurité économique du pays, mais aussi pour celle de ses alliés, notamment l'Europe, qui a pu réduire sa dépendance au gaz russe grâce à l'exportation du gaz naturel liquéfié (GNL) américain.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 14 février qu'il reportera la mise en œuvre de sept des « mandats restrictifs » de l'administration Biden sur les appareils électroménagers. Le DoE précise que l'objectif de cette mesure de report des standards de performance énergétique est de réduire les prix et d'accroître le choix des consommateurs en matière d'équipements ménagers.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 14 février avoir délivré la première approbation d'exportation de GNL pour le projet Commonwealth de Cameron Parish, en Louisiane. Il s'agit de la première approbation majeure depuis la levée de la pause décidée par la précédente administration. Le DoE précise à cette occasion que les exportations actuelles de GNL des États-Unis devraient atteindre plus de 15 Gpi³/j en 2025 et que la production de gaz naturel aux États-Unis devrait atteindre un niveau record de près de 105 Gpi³/j.
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 18 février, l'octroi d'un prêt de 147 M\$ via le Water Infrastructure Finance and Innovation Act (WIFIA) pour renforcer la fiabilité de l'eau potable dans le sud de la Floride.

Le même jour, l'EPA a [annoncé](#) un autre prêt WIFIA de 110 M\$ pour améliorer le réseau hydrique dans la région de l'Utah, particulièrement vulnérable à la sécheresse.

- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 18 février une analyse montrant que la consommation de diesel renouvelable poursuit sa croissance sur la côte ouest des États-Unis, remplaçant progressivement le diesel pétrolier. L'EIA précise que, dans cette région, la consommation de diesel renouvelable a doublé depuis le premier trimestre de 2023, et que sa production a été multipliée par 4, totalisant plus de 90 000 barils par jour (b/j) en novembre dernier.

Transport et infrastructure

4. Le Secrétaire aux Transports met fin à l'agrément fédéral autorisant le péage urbain déployé récemment à New York

Le 19 février, le Secrétaire aux Transports S. Duffy a [annoncé](#) sa décision de révoquer un agrément, signé en novembre 2024 sous la précédente administration, par lequel le Département des Transports fédéral (DoT) autorisait le Département des Transports de l'État de New York (NYSDoT) à mettre en place un dispositif de péage urbain ou « tarification de la congestion » (*congestion pricing* ou *cordon pricing*) dans le centre d'affaires de la ville de New York.

Entré en vigueur le 5 janvier dernier, ce dispositif appelé CBDTP (Central Business District Tolling Program) constitue le premier cas de péage urbain aux États-Unis. Il s'applique aux véhicules routiers entrant dans la portion de Manhattan située au sud de Central Park (60^e rue), selon une tarification modulée en fonction du type de véhicule, de l'heure de la journée, du mode de paiement et de l'éligibilité à d'éventuels crédits, rabais et exemptions.

Qualifiant le CBDTP de « gifle pour la classe ouvrière américaine et les petits chefs d'entreprises », le Secrétaire aux Transports a argumenté sa décision dans un [courrier](#) adressé à la Gouverneure de l'État de New York K. Hochul, en y expliquant que :

1. Le Président Trump lui a demandé de réexaminer la décision passée du DoT d'approuver le CBDTP en tant que projet pilote au titre du Value Pricing Pilot Program (VPPP), dans le cadre duquel il est possible de déroger exceptionnellement au principe général de gratuité des routes cofinancées par l'État fédéral ;

2. À l'issue de ce réexamen, il a conclu que le CBDTP n'était pas éligible au régime permis par le VPPP, pour les deux raisons suivantes :
- a. Le CBDTP n'offre aucun choix d'itinéraire alternatif sans péage pour « de nombreux automobilistes qui souhaitent ou doivent circuler en voiture dans cette zone urbaine majeure », contrairement aux cas de figure des autoroutes à péage où il est possible pour les usagers d'opter pour des routes non payantes. Selon S. Duffy, le Congrès n'a jamais autorisé, « en utilisant l'expression vague de VPPP », un tel dispositif « sans précédent et lourd de conséquences » (*unprecedented and consequential*).
 - b. La mise en place du CBDTP « semble » (*appears to be*) avoir été motivée principalement par le besoin de générer des recettes pour financer le réseau de transport public de New York (la MTA – Metropolitan Transit Authority), plutôt que pour réduire la congestion routière. Si S. Duffy admet qu'une réduction du trafic a pu être effectivement observée depuis la mise en place du péage urbain, et que tout péage urbain génère « nécessairement » des recettes, il conteste l'objectif premier du CBDTP qui n'aurait « rien à voir avec les infrastructures routières ». Il dénonce en particulier la structure tarifaire du CBDTP, qui aurait été calculée en fonction des besoins d'investissement des projets (non routiers) de la MTA, ce qui, selon lui, n'est pas autorisé dans le cadre du VPPP.

Le Secrétaire aux Transports conclut sa lettre en indiquant que son administration contactera le NYSDoT pour « discuter d'une cessation ordonnée des opérations de péage au titre de ce projet pilote auquel il a été mis fin ».

Industrie

Brèves

- Apple a [annoncé](#) le 20 février la commercialisation de l'iPhone 16e, qui sera le premier appareil de la marque à bénéficier d'une puce modem conçue directement par Apple. Cela permettra de réduire la dépendance de l'entreprise à Qualcomm, leader mondial de ce type de semi-conducteurs, dont les puces équipent notamment la plupart des mobiles sous Android.

- Microsoft a [dévoilé](#) le 19 février Majorana 1, une puce quantique reposant sur une nouvelle architecture à cœur topologique. Cette avancée, présentée comme majeure par l'entreprise, rapprocherait l'horizon d'aboutir à un ordinateur quantique commercial dépassant le million de qubits de plusieurs décennies à quelques années.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Le Département américain de l'Agriculture (USDA) [cherche](#) à réembaucher des employés impliqués dans la lutte contre la grippe aviaire, après avoir été licenciés dans le cadre du plan de réduction des effectifs des fonctionnaires fédéraux. Ces suppressions avaient soulevé des critiques, notamment de la cheffe de file de l'opposition au Comité à l'Agriculture du Sénat, Amy Klobuchar (D-Minnesota), qui a demandé leur réintégration immédiate face à une crise qui a déjà conduit à l'abattage de 160 millions de volailles et à une flambée du prix des œufs de près de 37 % en 2024.

Numérique et innovation

5. Le procureur général du Texas ouvre une enquête sur DeepSeek

Le 14 février, le procureur général du Texas K. Paxton a [annoncé](#) l'ouverture d'une enquête sur DeepSeek, l'entreprise chinoise d'intelligence artificielle. L'enquête porte sur ses pratiques de confidentialité et ses déclarations concernant les performances de son modèle d'IA. K. Paxton accuse DeepSeek de représenter une menace pour la souveraineté technologique des États-Unis et estime que son modèle pourrait faciliter la collecte de données au profit du gouvernement chinois. Apple et Google ont reçu des demandes d'information au titre des procédures de mise à disposition de l'application sur leurs marchés d'application.

6. Le DoGE conserve l'accès aux données gouvernementales malgré des contestations judiciaires

Le 18 février, la juge fédérale T. Chutkan a [rejeté](#) un référé visant à limiter l'action du Department of Government Efficiency (DoGE), qui avait obtenu un accès étendu aux données de sept agences fédérales. Un groupe de 14 procureurs généraux démocrates contestait cet accès ainsi que les actions visant à renvoyer des agents publics, invoquant des préoccupations constitutionnelles sur le rôle d'E. Musk en tant que conseiller du Président Trump. La juge a estimé que les plaignants n'avaient pas démontré la certitude d'un préjudice imminent irréparable à leurs intérêts, tout en reconnaissant que des questions juridiques subsistent sur la régularité de la nomination d'E. Musk.

Brèves

- Le 15 février, Apptronik a [annoncé](#) une levée de fonds de 350 M\$ pour accélérer la production de ses robots humanoïdes. Le tour de financement a été mené par B Capital et Capital Factory, avec la participation de Google.
- Le 19 février, xAI a [annoncé](#) la sortie de Grok-3, son nouveau modèle d'intelligence artificielle générative. Entraîné sur le superordinateur Colossus (200 000 GPU), il est disponible *via* l'abonnement Premium+ de X et sur l'application xAI.
- Mira Murati, ancienne directrice technologique d'OpenAI, a [annoncé](#) la création de Thinking Machines Lab, une entreprise spécialisée en intelligence artificielle. Basée à San Francisco, la société emploie une trentaine de salariés, dont plusieurs anciens membres d'OpenAI, de Meta et de Mistral. Thinking Machines Lab prévoit de partager des éléments sur ses activités, notamment du code source, des jeux de données et des informations sur ses modèles.
- La presse [rapporte](#) que Salesforce serait en discussions pour conclure un accord de plus d'1 Md\$ avec Google, Microsoft et Oracle afin de renforcer ses capacités de *cloud computing*. La société prévoirait de louer des serveurs pour soutenir ses services de gestion client et d'IA. Salesforce a actuellement recours aux services d'AWS et Google Cloud en plus de ses propres centres de données.

7. L'industrie pharmaceutique et celle des dispositifs médicaux s'inquiètent des suppressions de postes au sein de la FDA, de CDC et de NIH

L'annonce [relayée](#) par la presse, le 15 février, de la suppression de nombreux postes au sein de la Food and Drug Administration (FDA), des National Institutes of Health (NIH) et des Centers for Disease Control (CDC) a suscité l'inquiétude du secteur pharmaceutique et de l'industrie des dispositifs médicaux. Selon la presse, les licenciements, dont le nombre total reste inconnu à ce jour mais pourrait atteindre jusqu'à 5 200 sur les trois agences, [concerneraient](#) notamment environ 200 postes au sein du Center for Devices and Radiological Health (CDRH) de la FDA, chargée des dispositifs médicaux. Le PDG d'AdvaMed, la principale fédération professionnelle de ce secteur, S. Whitaker, s'est [exprimé](#) en soulignant que les suppressions de postes pourraient entraîner un ralentissement important des procédures d'autorisation de mise sur le marché de dispositifs médicaux. B. Tokarski du groupe pharmaceutique Charles River, a aussi [indiqué](#) que les licenciements au sein des NIH impacteraient la recherche fondamentale et la découverte de nouveaux traitements, tandis que les coupes au sein de la FDA pourraient entraîner des carences de surveillance sur l'ensemble de la chaîne de production de médicaments et de produits alimentaires. La presse a également [mis en évidence](#) le fait qu'environ la moitié du budget total de la FDA, qui [atteint](#) 7,2 Md\$ pour l'année budgétaire 2025, provient de redevances versées par l'industrie, y compris les entreprises pharmaceutiques et les fabricants de dispositifs médicaux, et non de fonds publics.

Ces suppressions de postes ont aussi été accompagnées du licenciement de la Directrice de l'Advanced Research Projects Agency for Health (ARPA-H), R. Wegrzyn, qui a également [annoncé](#) son départ sur LinkedIn. L'ARPA-H avait été [fondée](#) par l'administration Biden en mars 2022, afin de financer des activités de recherche de pointe en matière de santé sur le modèle de la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA). La succession de R. Wegrzyn n'a pas encore été annoncée par l'administration Trump.

Brèves

- Le 18 février, Bloomberg a [rapporté](#) que des représentants de la principale association de défense des intérêts de l'industrie pharmaceutique, la Pharmaceutical Research and Manufacturers of America (PhRMA), rencontreraient le Président Trump le 20 février, afin notamment de discuter des dispositions sur le plafonnement des prix des médicaments contenues dans l'Inflation Reduction Act (IRA), adopté en août 2022 sous administration Biden. Cette annonce coïncide avec la prise de fonctions du PDG de Pfizer, A. Bourla, comme nouveau Président de PhRMA. A. Bourla a déjà pu rencontrer D. Trump à plusieurs reprises ces derniers mois [voir [Brèves sectorielles du 10 janvier 2025](#)].
- Le 18 février, la Health Industry Distributors Association (HIDA), principale fédération représentative du secteur de la distribution de produits de santé, a [estimé](#) dans un communiqué que les droits de douane additionnels sur l'acier et l'aluminium [annoncés](#) par l'administration Trump le 10 février pourraient avoir un impact significatif sur le prix des dispositifs médicaux. La fédération a en effet souligné que l'acier et l'aluminium étaient des composants essentiels de nombre de ces dispositifs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)